



Cliquer pour  
agrandir  
4,6 €

## L'agriculture dans la mondialisation (n.2901)

Problèmes économiques  
La Documentation française

### Problèmes économiques

N° 2.901

7 juin 2006

#### DOSSIER : L'agriculture dans la mondialisation

##### Agriculture européenne : le bras de fer entre la PAC et l'OMC

*Agriculteurs de France*

Isabelle Delourme

La libéralisation de l'agriculture était une nouvelle fois au cœur des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont abouti à l'accord de Hong Kong fin décembre 2005. Les pays en développement - au premier rang desquels le Brésil - considérant que les subventions versées par les pays riches à leurs agriculteurs faussent la concurrence internationale, ont exigé la fin de ces aides d'ici 2010. L'Union européenne a cependant obtenu un répit de trois ans, fixant à 2013 la date de la suppression de ces subventions. L'accord de Hong Kong place ainsi sur la sellette la France et les Etats-Unis qui, *via* respectivement la Politique agricole commune et la *Farm Bill*, octroient les subventions à l'exportation agricole les plus importantes.

##### Comment les subventions stabilisent-elles les revenus des agriculteurs ?

*Economie rurale*

Florence Jacquet, Wallace E. Tyner et Allan W. Gray

A l'heure où les politiques agricoles font l'objet de nombreuses critiques, les auteurs proposent, à partir d'exemples concrets, un examen attentif des mécanismes d'intervention européens et américains. Les résultats de l'étude menée les conduit à défendre la Politique agricole commune et la *Farm Bill*. En dépit d'instruments différents, l'impact des programmes de soutien sur les revenus agricoles est quasiment le même dans les deux cas : les aides directes et l'intervention sur les prix diminuent de moitié la variabilité du produit brut de chacune des deux exploitations sur lesquelles portent l'analyse (l'une située dans le Cher, en France, l'autre dans le Kansas, aux Etats-Unis) et font plus que compenser leurs coûts de production ; sans eux, ces deux entreprises agricoles afficheraient des résultats nets négatifs.

##### Faut-il continuer de subventionner l'agriculture européenne ?

*The Economist*

Instrument de concurrence déloyale pour les uns, source d'inégalités et trop coûteuse - 40 milliards d'euros par an pour un secteur ne représentant que 2 % de la force de travail européenne - pour les autres, la Politique agricole commune (PAC) est critiquée de toutes parts, y compris " de l'intérieur ", par l'ensemble des petits agriculteurs, en voie de disparition. Si, en outre, les nouvelles générations sont de moins en moins concernées par le devenir des agriculteurs, qui, à l'avenir, pourrait défendre les subventions agricoles ? La PAC serait-elle en train de vivre ses dernières années ?

##### Libéralisation agricole : les PED sont-ils vraiment gagnants ?

*Horizons bancaires*

Jean-Christophe Bureau

Dans les années qui ont précédé la conférence de Cancún organisée en 2003, l'hétérogénéité des économies du Sud, notamment celles membres du groupe de Cairns, n'avait pas favorisé l'adoption d'une position commune face à l'Union européenne et aux États-Unis, historiquement protectionnistes. Il a fallu attendre l'intégration de l'Inde et celle, conjointe, du Brésil au " groupe des vingt " (G20), créé en 2003, pour que les PED parlent d'une seule voix. Représentant 70 % de la population agricole mondiale, le G20 a en effet des arguments de poids pour dénoncer le protectionnisme des pays du Nord. L'auteur se propose toutefois de revenir, ici, sur l'idée défendue par les organisations internationales et les organisations non gouvernementales, selon laquelle la libéralisation agricole bénéficierait à l'ensemble des PED. Un plus large accès au marché mondial serait bien entendu profitable aux grands pays exportateurs mais la suppression des droits de douane ne facilitera pas l'insertion des pays les plus pauvres pour lesquels la libéralisation se traduirait par la disparition progressive des différents systèmes de préférences commerciales.

#### EGALEMENT DANS CE NUMERO

##### ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

##### L'utopie de l'économie de la connaissance

*Sciences de la société*

Geneviève Azam

L'expression " économie de la connaissance " a, en ce début du XXIe siècle, définitivement remplacé celle, très en vogue à la fin des années 1990, de " nouvelle économie ". Les sociétés les plus avancées auraient désormais

atteint un nouveau stade du développement économique dont la connaissance serait le facteur essentiel. Cette idée laisse supposer que jusque-là, celle-ci ne jouait qu'un rôle secondaire dans le processus productif. L'auteur se propose d'expliquer le sens et les implications que ce nouveau statut confère au savoir et à la recherche. Pour mieux comprendre ce qui est à l'œuvre avec l'invention d'une " économie de la connaissance ", elle analyse tout d'abord, à travers l'évolution récente des droits de propriété intellectuelle, les conditions de la transformation de la connaissance en bien économique. S'appuyant sur les travaux de Karl Polanyi, à propos des " quasi-marchandises ", l'auteur montre ensuite qu'en réalité celle-ci est une marchandise " fictive " et que la tentative actuelle de lui assigner un rôle instrumental constitue pour elle-même une grave menace.

#### **UNION EUROPEENNE**

##### **Un retour à la politique budgétaire contra-cyclique est-il fondée ?**

*CESifo Forum*

Vito Tanzi

La politique budgétaire contra-cyclique, après avoir été très en vogue dans les années 1950 et 1960, a connu dans les décennies suivantes une profonde désaffection. Le ralentissement prolongé de la croissance dans l'Union européenne (UE) a conduit certains gouvernements, sous l'influence de nombreux économistes, à proposer le retour de cette pratique. Les attaques récentes dont a fait l'objet le Pacte de stabilité et de croissance sont une parfaite illustration, chez les Européens, de ce nouvel engouement. L'auteur estime toutefois que si on ne doit pas renoncer à la mise en œuvre de politiques budgétaires contra-cycliques dans les périodes de dépression ou de récession, leur adoption n'est guère conseillée lorsque les finances publiques sont déjà dans un état précaire, ce qui est aujourd'hui le cas de bon nombre d'économies de l'Union européenne.

Année d'édition : 2006      48 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332029013      ISSN : 0032-9304